

Aperçu du marché P3 : Argentine

L'Argentine est la deuxième plus grande économie en Amérique du Sud après le Brésil, avec un PIB de plus de 545 milliards de dollars américains en 2016. Historiquement, l'attrait de l'Argentine pour les investisseurs repose sur ses ressources naturelles abondantes, sa main d'œuvre talentueuse et éduquée, ses infrastructures solides, la taille importante de sa classe moyenne et sa position géographique, qui fait d'elle une porte d'entrée pour la région.

Depuis son entrée en fonction en décembre 2015, l'administration actuelle a introduit plusieurs politiques macroéconomiques pour renforcer la compétitivité de l'économie, mais aussi pour reconstruire la confiance après 15-20 ans d'environnement commercial difficile. Ces mesures comprennent la levée des restrictions monétaires, l'obtention d'un accord avec les créanciers 'holdouts', la levée des restrictions à l'entrée et sortie de capitaux, le retour du pays sur les marchés financiers internationaux, l'élimination ou la réduction des droits à l'exportation, l'élimination progressive des restrictions à l'importation, la correction des taux de change et des subventions, ainsi que le rétablissement des relations avec les pays qui ont traditionnellement été les partenaires commerciaux et politiques de l'Argentine.

Bien que les entreprises soient encore confrontées à plusieurs défis – tels que l'inflation élevée, une bureaucratie lourde et des lois du travail complexes –, le climat d'affaires s'est

considérablement amélioré au cours de la dernière année et demie. L'activité économique a commencé à montrer des signes de reprise au deuxième trimestre de 2017, et des taux de croissance plus élevés à moyen terme sont attendus au fur et à mesure que les investissements augmenteront.

L'environnement pour les P3

L'Argentine a récemment modifié son cadre institutionnel pour les partenariats public-privé (P3) dans le but d'attirer davantage d'investissements. En novembre 2016, le Congrès a adopté une loi spécifique aux contrats de P3, reconnaissant la nécessité d'un financement privé pour compenser des décennies de sous-investissement dans les infrastructures du pays. La loi a été renforcée par des règlements publiés en février 2017. L'Argentine étant un pays fédéral, les gouvernements provinciaux et la Ville de Buenos Aires sont en train d'adhérer au nouveau régime en émettant des lois semblables au sein de leur juridiction.

L'unité P3 créée récemment au sein du ministère des Finances mettra en œuvre et concevra la structure des projets. L'unité compte quatre divisions: 1) Énergie et exploitation minière; 2) Transport; 3) Eau, assainissement et logement; 4) Santé, justice et éducation.

L'unité P3 travaille en coordination avec chaque autorité contractuelle pour identifier des projets en développement, pour normaliser les accords, les documents d'appel d'offres et les manuels d'orientation, ainsi que pour définir la méthodologie de priorisation des projets. L'Unité prévoit lancer quatre appels d'offre avant la fin de 2017, une pour chacune de ses divisions, afin de recevoir des offres d'ici février 2018.

Bien que ce régime doive encore faire ses preuves, un programme d'énergie renouvelable a été lancé par le gouvernement fédéral en 2016 dans le cadre d'un régime de P3 sur mesure, créé par la loi n° 27 191 (Loi sur les énergies renouvelables) et par le décret no 882 / 2016 (RenovAr). Sous ce programme, 59 projets d'énergie renouvelable ont été attribués, représentant un investissement de 4 milliards de dollars américains.

Faits saillants concernant le secteur des infrastructures

Au cours de la dernière décennie, en dépit de sa longue tradition d'infrastructures de qualité, l'Argentine a perdu 13 positions dans la catégorie 'infrastructure' du Rapport concurrentiel mondial publié par le Forum économique mondial (WEF), pour se retrouver à la 85e place. Ce contexte ouvre la porte à de nombreuses possibilités d'investissement, en particulier compte tenu de l'accès renouvelé du pays aux marchés financiers internationaux.

La relance des projets d'infrastructures est un élément clé des efforts de l'Argentine pour stimuler son économie. Le gouvernement a mis en place un programme d'infrastructures très ambitieux dans les domaines des transports, de l'énergie et des services publics, de la construction et de l'infrastructure sociale de plus de 100 milliards de dollars américains au cours des trois prochaines années, financé par un mélange d'investissements publics, de financement multilatéral et de P3.

En ce qui concerne les infrastructures de transport existantes, les réseaux routiers et ferroviaires nationaux s'étendent sur plus de 35 000 km, les liaisons maritimes opèrent dans 43

ports différents, tandis que le trafic aérien s'effectue grâce à 54 aéroports. Le plan national annoncé des transports comprend 33,3 milliards de dollars américains d'investissements publics et privés pour la période 2016-2019. Il comprend des mises à niveau importantes du fret et des passagers; l'ajout de plus de 2700 km au réseau routier national; ainsi que d'importantes mises à niveau du métro, de tunnels et de ports dans la ville et la province de Buenos Aires. Selon le ministère des Transports, le secteur public devrait fournir environ 75% des investissements pour le plan et le reste, ou l'équivalent de 8,5 milliards de dollars américains, devrait provenir du secteur privé.

Le gouvernement de l'Argentine a également lancé un ambitieux plan d'infrastructures hydrauliques de quatre ans qui s'élèvera à 40 milliards de dollars américains. Plusieurs projets seront développés dans le cadre d'un modèle P3, y compris des sociétés d'irrigation et de gestion de bassins hydrographiques, des barrages polyvalents ainsi que des stations de traitement d'eau et d'épuration des eaux usées.

Les principales occasions d'affaires

En fonction de la taille des projets, le gouvernement argentin croit que le pays est en mesure d'attirer entre 30 et 40 milliards de dollars américain par le biais de projets P3 au cours des six prochaines années (soit 1% du PIB par année).

Malgré le fait qu'une liste de projets n'a pas encore été rendue publique, le gouvernement envisage les projets suivants à court terme:

- Cinq hôpitaux dans la province de Buenos Aires;

- 6000km de corridors routiers (jusqu'à 2,2 milliards de dollars américains)
- 3000km de lignes de transmission (500kv)
- Une station d'épuration des eaux usées dans la province de Buenos Aires (250 millions de dollars américains)
- Un aqueduc souterrain pour l'approvisionnement en eau dans la province de Buenos Aires (800 millions de dollars américains)

Défis

L'Argentine souffre d'antécédents négatifs en matière contractuelle avec le secteur public, notamment des contrats de concession en attente de renégociation, le gel des tarifs d'électricité et le défaut sur la dette souveraine. Les principaux défis pour l'Argentine comprennent reconstruire la confiance des investisseurs envers le pays et commencer à réaliser des projets en utilisant le cadre de la nouvelle loi P3. De plus, la gestion des risques de change reste un défi majeur sur ce marché étant donné le long historique du pays en matière de crise monétaire.

L'Argentine est déterminée à améliorer ses infrastructures dans plusieurs domaines et souhaite voir plus d'entreprises canadiennes développer ces projets. La décision vous appartient !

Pour d'information additionnelle veuillez contacter:

Ana.Fisher@international.gc.ca